



CULTURE & IDÉES
LES CRISPATIONS DE
LA LAÏCITÉ À LA FRANÇAISE



SPORT & FORME
L'AGONIE DE LA FIFA,
MALADE DE LA CORRUPTION



UNIFORMES EN FAVORITE MÉTROPOLITAINE,
EN BELGIQUE ET AU LUXEMBOURG

Samedi 27 février 2016 - 72^e année - N° 22120 - 4,20 € - France métropolitaine - www.lemonde.fr — Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jérôme Fenoglio

Réfugiés : l'Europe se désintègre

► La réunion houleuse, jeudi à Bruxelles, des ministres de l'intérieur témoigne de l'incapacité de l'Union à surmonter la crise des migrants

► L'Autriche et les pays des Balkans ont décidé unilatéralement de filtrer les entrées, Athènes a rappelé son ambassadeur à Vienne

► La Grèce craint de devenir « un piège à migrants », et même les Syriens sont parfois refoulés aux frontières des Balkans

► A Calais, la justice a autorisé l'évacuation de la « jungle », mais exclut toute éviction brutale. La Belgique a réinstallé des contrôles à la frontière française



Des réfugiés à la frontière entre la Grèce et la Macédoine, le 25 février.

YANNIS BEHRAKIS/REUTERS

M

ÉDITORIAL

UN MOMENT HISTORIQUE

On ne sait plus quelle expression utiliser. Sous le choc de la vague migratoire, l'Europe se disloque, se désintègre, se déconstruit. Sauf sursaut d'ici à un prochain « sommet » européen en avril, les historiens dateront certainement de cette affaire, de ces années 2015-2016, le début de la décomposition de l'Europe. Ils diront que ce fut un beau projet commencé au milieu des années 1950 et qui s'achève avant le premier quart du XXI^e siècle.

L'esprit européen aura soufflé, avec le soutien des peuples, plus d'un demi-siècle, avant que le projet ne s'éteigne, devenu impopulaire, victime de son incapacité à se renouveler, plombé par l'absence de dirigeants politiques européens d'envergure.

► LIRE LA SUITE PAGE 20

► LIRE PAGES 2-3 ET 8-9





Des migrants marchent près du village de Miratovac, en Serbie, juste après avoir traversé la frontière avec la Macédoine, le 30 janvier. ARS/VOJ MILICINSKI/AFIP

Réfugiés: la mort clinique de l'Europe

Les Etats de l'UE multiplient les décisions contradictoires et sont incapables d'agir collectivement à Bruxelles

BRUXELLES - humanité
ET ATHÈNES - correspondance

L'Europe va-t-elle se res-saisir? La réunion des ministres de l'Intérieur de l'Union, jeudi 25 février à Bruxelles, a donné une nouvelle preuve, édifiante, de son incapacité à surmonter la crise des migrants. Investisseurs, dissensions multiples entre des pays pourtant amis, comme la France et la Belgique (qui ferme sa frontière à cause de la « jungle » de Calais), l'Allemagne et l'Autriche (à la suite de l'introduction de quotas de migrants par Vienne). Manque total de solidarité d'une partie de l'assistance (Autriche, pays de l'Est) à l'égard d'une Grèce en train de se transformer à grande vitesse en vaste « piège à grande vitesse ». Incident diplomatique inédit. Athènes a même rap-pelé dans la journée son ambas-sadeur en Autriche.

Les ministres ont certes relégué leur volonté de trouver des « solutions européennes », mais les pays des Balkans et d'Europe centrale, à commencer par l'Autriche, ne sont pas revenus sur leurs « déci-sions unilatérales » de ne plus faire passer les migrants, et même les réfugiés, qu'au compte-gouttes. Et tant pis si cela condamne, à très court terme désormais, l'es-pace de libre circulation Schen-gen. « Il y a un risque que le sys-tème s'effondre complètement », a prévenu le commissaire euro-péen à la migration, le Grec Dimitris Avramopoulos, jeudi.

« En réunion, le ministre de l'Inté-rieur grec Ioannis Mourzias a été très dur. Il a reproché longuement à l'Autriche d'avoir organisé, la veille à Vienne, sans l'inviter, une réunion des Balkans [pour coor-donner la fermeture de leurs fron-tières]. Il a dénoncé une démarche « ennemie », assuré plusieurs di-plomates européens.

Des pays de l'Est et des Balkans ont, eux, accusé la Grèce de n'avoir pas fait son travail pour

« Il y a un risque que le système s'effondre complètement »

DIMITRIS AVRAMOPOULOS

commissaire européen à la migration

arrêter les migrants. Le ministre français, Bernard Cazeneuve, et son homologue allemand, Thomas de Maizière, ont, à con-trario, pris la défense d'Athènes, assurant qu'elle avait fait beau-coup d'efforts (en installant qua-tre « hot spots » – centres d'enre-gistrement et de tri – désormais opérationnels) et qu'il fallait l'aider. « Certains, à l'Est, ont même mis en doute les chiffres de l'Agence européenne de surveillance des frontières, esti-mant que la majorité des arrivées en Grèce étaient des migrants éco-nomiques et pas des réfugiés », té-moignait un diplomate, jeudi.

« Cela montre à quel niveau intel-lectuel le débat est tombé », ajo-outait-il, un peu éfêré.

Dans la panique

« La volonté d'assumer les décisions communes n'est pas très grande, la pression [des opinions publiques] est forte », a résumé la ministre suisse, Simonetta Sommaruga, présente en tant que membre de Schengen. De fait, de plus en plus de gouvernements – le Danemark et la Suède au début 2016, ou l'Autriche il y a dix jours – ne vou-lent plus attendre les solutions « solidaires » de Bruxelles.

La seule proposition à faire encore consentis à Vingt-huit est celle de la Commission, présentée mi-décembre 2015, de mettre sur pied un corps de gardes-frontières européens. Les ministres de l'Inté-rieur se sont fêchés, jeudi, que les discussions sur cette proposition aient très vite progressé, et espé-rent un feu vert du Parlement européen avant l'été. Un record

pour la machine à légiférer bruxelloise, mais une éternité face à l'urgence de la situation.

Les gouvernements agissent dans la panique. Ils sont tétratisés par les arrivées depuis janvier (100 000 migrants, dont 102 000 par la Grèce), et par la perspective de flux encore plus élevés au prin-temps. Alors ils ferment leurs frontières, contrairement au droit européen et aux conven-tions de Genève sur l'asile, comme l'Autriche avec ses quotas journaliers de réfugiés, pour ré-pondre à des opinions publiques retives et contre des partis popu-laires de plus en plus écoutés.

La chancelière allemande, Angela Merkel, est désormais seule en Europe – avec la Com-mission – à défendre encore l'ac-cueil des réfugiés. Mais elle est tellement affaiblie qu'elle n'a pas pu empêcher les initiatives de l'Autriche et de ses alliés, à Vienne, ni l'annonce, le même jour, mercredi 24 février, d'un ré-équilibrage sur le projet européen de relocalisation des migrants, par le premier ministre hongrois, Viktor Orban, pourrant membre,

comme elle, du Parti populaire européen...

M^{me} Merkel mise tout sur le som-met européen avec la Turquie, le 7 mars, à Bruxelles, qu'elle a réussi à obtenir, ces derniers jours, de ses partenaires. Pour tenter de retar-der d'autres mesures unilatérales de fermeture des frontières. Et li-miter la « casse » pour son parti, la CDU, fragilisée par la poussée de l'extrême droite dans la perspec-tive de trois élections régionales en Allemagne, le 13 mars.

Réduite aux pis-aller

L'accord signé en novembre 2015 avec la Turquie pour limiter les flux de migrants est en grande par-tie resté lettre morte. La décision, prise le 11 février, d'envoyer l'OTAN pour lutter contre les passeurs et renvoyer les migrants sur la côte turque pourrait aider. « Il nous faut d'abord un signal fort, avant le 7 mars, par exemple un ferry plein de mi-grants économiques reconduits de la Grèce vers la Turquie », suggérait un diplomate européen, jeudi.

En attendant, Bruxelles en est réduite aux pis-aller : dans l'ur-gence, les fonctionnaires de la

LE CAMP DE TRANSIT DE TABANOVCI est situé dans une petite gare macédonienne de rase campagne, à 400 mètres seulement de la frontière avec la Serbie. Dans l'une des grandes tentes chauffées, une centaine de Syriens se protègent du vent glacial. Ils viennent d'être refusés par la police serbe. Ils ne comprennent pas bien ce qu'ils font là puisqu'ils pensaient faire encore partie des vases élus autorisés à continuer leur route vers l'Europe.

« On n'est pas venu par la Grèce mais par la Bosnie, carqués par des passeurs dans des camions », explique Ismail, 38 ans, qui voyage avec ses trois enfants. « J'ai tout voulu et donné ma maison à un passeur en Syrie qui a promis de me faire arriver jus-qu'en Allemagne. » Arrivé à la frontière croate, il a été refusé sans aucune explica-tion. Alors que les autorités serbes l'avaient



Commission planchent sur une proposition d'aide « humani-taire » à la Grèce. Du jamais-vu sur le terrain, la situation est déjà alarmante. Entre 12 000 (selon Medecin sans frontières) et 20 000 migrants (selon le minis-tère de la défense) sont aujourd'hui bloqués dans le pays. Les centres d'accueil d'Athènes sont pleins. Ceux à la frontière gréco-macédonienne aussi. Plus-sieurs milliers de personnes dor-ment dans les champs ou sur les places publiques.

Le ministre de la défense, Panos Kamménos, a annoncé 20 000

pourrait auparavant enregistré comme Syrien en relevant ses empreintes et pre-nant sa photo. Et qu'il avait en plus des papiers d'identité prouvant bien sa natio-nalité. « On nous a dit qu'on devait emprun-ter le corridor mis en place via la Grèce, la Macédoine et la Serbie mais moi je ne vou-lais pas risquer de voir mes enfants se noyer en mer Egée. C'est absurde de nous obliger à passer par là si l'on peut payer une voie terrestre plus sûre! »

« Corridor officiel »

Selon l'un des bénévoles du camp, la Croa-tie ou la Serbie veulent avant tout éviter qu'une nouvelle voie ne s'ouvre au départ de la Turquie au moment même où, sous l'impulsion de l'Autriche, cinq pays des Balkans tentent de réduire drastiquement le flux sur la voie classique qui va des pla-

ges turques aux îles de la mer Egée puis à la frontière gréco-macédonienne et de là vers l'UE via la Serbie, la Croatie, la Slove-nie puis l'Autriche.

« Nous avons établi un laissez-passer com-mun entre ces cinq pays, explique un poli-cier macédonien. Les réfugiés doivent donc emprunter ce corridor officiel et se faire en-registrer dans notre camp de Guevguelitsvo à la frontière avec la Grèce pour obtenir ce do-cument, sinon ils ne continueront pas. » Il ne suffit donc plus d'être réfugié syrien muni de documents prouvant sa nationa-lité pour espérer trouver asile en Europe. Il faut aussi désormais être passé par une seule route, la plus dangereuse, imposée arbitrairement, non par l'Europe mais par cinq pays dont deux ne sont pas dans l'Union européenne. ■

A. OT (A. TABANOVCI, MACÉDOINE)

Angela Merkel bousculée par l'extrême droite

Le parti antimigrants AfD progresse avant des scrutins régionaux

BACKNANG (BADE-WURTEMBERG) -
envoyé spécial

Nombre d'entre eux affirment qu'ils n'ont pas encore décidé. Qu'il leur arrive même de voter à gauche. Qu'ils sont juste venus pour se faire une opinion car, bien sûr, « on ne peut pas croire les médias ». Jeudi 25 février, la salle municipale de Backnang, paisible localité du Bade-Wurtemberg à une trentaine de kilomètres au nord-est de Stuttgart, est pleine à craquer. Plus de 700 personnes, de tous âges et de toutes conditions sociales, ont fait le déplacement pour y écouter trois dirigeants d'Alternative pour l'Allemagne (Alternative für Deutschland, AfD), le parti d'extrême droite allemand, né au plus fort de la crise de l'euro. À l'extérieur, environ 600 personnes protestent pacifiquement contre ce même meeting.

À moins de trois semaines des élections qui se tiendront le 13 mars dans cet Etat-région (Land) du sud-ouest de l'Allemagne, mais aussi en Rhénanie-Palatinat et en Saxe-Anhalt, les sondages sont unanimes : les résultats seront mauvais pour l'Union chrétienne-démocrate (CDU) d'Angela Merkel, très mauvais pour le Parti social-démocrate (SPD) et au contraire excellents pour l'AFD, créditée de 9 % à 17 % des voix selon les Länder. Un score exceptionnel pour un parti créé il y a trois ans seulement.

Mais l'AFD a un réel talent pour se poser en victime des « partis

établis » et des médias, surfer sur l'actualité et s'adapter aux différents électorats. Anti-euro au moment de la crise financière, l'AFD est désormais un parti anti-immigrés. Non sans dérapages. Fin janvier, sa présidente, Frauke Petry, avait jugé qu'« en cas de nécessité la police devait pouvoir utiliser les armes à feu » contre les réfugiés. « Contre les femmes et les enfants aussi », avait précisé Beatrix von Storch, la vice-présidente. Des déclarations surtout destinées à l'électorat de l'est de l'Allemagne, là où l'AFD et Pegida (les Européens patriotes contre l'islamisation de l'Occident) se nourrissent mutuellement.

Mais, dans le riche et conservateur Bade-Wurtemberg, où le chômage ne dépasse pas les 4 %, le ton employé par l'AFD est tout autre. Beatrix von Storch précise même qu'il « ne faut pas protester contre les gens qui viennent chez nous en situation de détresse et sans aucune force. C'est contre Angela Merkel et le gouvernement qu'il faut protester ». Une affirmation d'autant plus audacieuse que, quelques jours auparavant, Frauke Petry avait reconnu – avant de se rétracter – que des adhérents de l'AFD avaient participé, le jeudi 18 février, au blocage mouvementé d'un car qui convoyait des réfugiés à Clausnitz (Saxe), une opération qui a scandalisé toute l'Allemagne.

À Backnang, au contraire, le responsable régional de l'AFD, Jörg Meuthen, qui tient à son titre de « professeur docteur », tête de liste du parti dans le Bade-Wurtem-



Lors d'une manifestation de l'AFD contre la politique migratoire de M^{me} Merkel, à Erfurt (Thuringe), le 24 février. JENS MEYERAP

**La présidente
de l'AFD avait jugé
qu'« en cas de
nécessité la police
devait pouvoir
utiliser les armes
à feu » contre
les réfugiés**

berg, se présente comme un notable conservateur, absolument pas « raciste, ni en public ni en privé ». Sur les cinquante-cinq minutes de son intervention, ce professeur d'administration publique à l'université de Kehl en consacre quarante-cinq à critiquer les autres partis. Expédiées en quelques minutes, ses quatre propositions pour réduire les flux migratoires

pourraient presque émaner de la CSU bavaroise. Il faut « fermer les frontières » à court terme, tant qu'« il n'y a pas de solution européenne ». « Réformer » le droit d'asile, mais « pas le supprimer ». Créer des centres d'enregistrement des réfugiés dans les régions que ceux-ci quittent et, enfin, véritablement expulser les demandeurs d'asile déboutés.

« Familles normales »

Désireuse de prouver que l'AFD n'est pas un parti monothématique et qu'il « va être plus vite capable de gouverner que beaucoup le pensent », Frauke Petry exposera ensuite les grandes orientations du parti. Agée de 41 ans, cette chef d'entreprise, omniprésente sur les plateaux télé, est, depuis qu'elle a pris la présidence du parti, à l'été 2015, le nouveau visage du populisme allemand. Néanmoins, ses

dérapages médiatiques et sa vie privée – cette mère de quatre enfants a quitté son pasteur de mari pour le dirigeant de l'AFD en Rhénanie-du-Nord – l'empêchent d'asseoir véritablement son autorité.

Le parti reste écartelé entre des dirigeants proches des néonazis et d'autres qui sont surtout des conservateurs eurosceptiques. Avant que Beatrix von Storch, figure de la droite traditionaliste, ne conclue ce meeting en défendant « les familles normales » et en critiquant l'enseignement de la « théorie des genres » dans les écoles, Frauke Petry déroule, elle, les grandes lignes d'un programme qui devrait être arrêté lors d'un congrès au printemps. L'AFD est pour une véritable politique familiale. Contre les subventions aux énergies renouvelables. Pour une Europe « à plusieurs vitesses » totalement repensée et

qui respecte davantage les intérêts nationaux. Pour une politique « en faveur de la paix » et une Allemagne qui ne favorise « ni Est ni Ouest ». Et surtout pour des référendums d'initiative populaire, car « on n'est pas plus bête qu'en Suisse » et « contre le TTIP », le traité de libre-échange en cours de négociation entre l'Union européenne et les Etats-Unis.

Prévu pour durer trois heures, le meeting se termine au bout de deux heures quinze. Le lancement d'une boule puante, deux interventions intempestives de la salle et l'expulsion d'une femme dénonçant « l'homophobie » de l'AFD dissuadent les organisateurs de donner la parole au public. La fête est un peu gâchée mais, pour Jörg Meuthen, l'essentiel reste que « le 13 mars sera un beau dimanche pour l'AFD ». ■

FREDERIC LEMAÎTRE